



HAL
open science

La réforme économique dans la recomposition des forces politiques en Tchécoslovaquie

Miroslav Novák

► **To cite this version:**

Miroslav Novák. La réforme économique dans la recomposition des forces politiques en Tchécoslovaquie: Cahiers du CEFRES N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale. Cahiers du CEFRES, 1994, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale, 3f., pp.12. halshs-01169553

HAL Id: halshs-01169553

<https://shs.hal.science/halshs-01169553>

Submitted on 29 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale

Olivier Bouin, Marie-Elizabeth Ducreux (Ed.)

Miroslav NOVÁK

La réforme économique dans la recomposition des forces politiques en Tchécoslovaquie

Référence électronique / electronic reference :

Miroslav Novák, « La réforme économique dans la recomposition des forces politiques en Tchécoslovaquie », Cahiers du CEFRES. N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale (ed. Olivier Bouin, Marie-Elizabeth Ducreux).

Mis en ligne en / published on : décembre 2010 / december 2010 URL :

http://www.cefres.cz/pdf/c3f/novak_1994_recomposition_forces_politiques_tchecoslovaquie.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



La réforme économique dans la recomposition des forces politiques en Tchécoslovaquie

Miroslav Novák

Par forces politiques, on entendra ici essentiellement les **partis et mouvements politiques**. Pour ce qui est de leur recomposition, il s'agira surtout des **clivages principaux** les opposant. Mon thème pourrait alors être divisé en plusieurs points:

1) Tout d'abord, comme préliminaire, le **rôle** de la réforme économique en général dans la transformation des régimes postcommunistes et en particulier en Tchécoslovaquie.

2) Le rôle de l'attitude envers la réforme économique et envers les conséquences sociales de la réforme économique comme **facteur-clé dans la genèse des préférences électorales**.

3) L'étude des **clivages** principaux liée à la question précédente.

4) Lors de l'analyse des **partis politiques** et de leur rapport à l'égard de la réforme économique, on peut prendre en considération les **programmes et les déclarations** de leurs protagonistes et - d'une manière générale - la façon dont ils se situent eux-mêmes,

5) ensuite des critères plus **objectifs**, comme la façon dont **votent leurs députés** au Parlement,

6) ainsi que les **attitudes de leurs électeurs potentiels** sur la base des résultats des recherches sociologiques et politologiques.

7) Enfin, toujours sur la base de ces recherches, la place où se situent ces électeurs potentiels **sur un continuum droite-gauche**.

Dans le cadre de cette communication, il est évidemment impossible de traiter à fond tous les aspects mentionnés plus haut. On en abordera quelques-uns et, à l'intérieur d'entre eux, le choix portera sur une poignée d'exemples seulement, exemples qui paraissent particulièrement dignes d'intérêt.

Comme la période analysée est mouvante, il importera de mettre l'accent sur l'analyse des **changements**. On pourra constater par exemple une évolution intéressante dans les attitudes à l'égard de la réforme économique chez les électeurs potentiels du Mouvement civique de Jiri Dienstbier et du Mouvement démocrate-chrétien de Jan Carnogursky.

Ad 1) Le rôle de la réforme économique dans le processus de transformation des pays postcommunistes en général et en Tchécoslovaquie en particulier

G. Ekiert remarque fort justement à ce propos: «... la nature polymorphe des régimes du socialisme d'Etat caractérisés par l'absence de distinction claire entre les institutions politiques et économiques exige une reconstruction simultanée et fondamentale et du système politique et du système économique. Par conséquent, le processus de transition en Europe centrale et orientale présuppose un effort parallèle pour établir de nouvelles institutions démocratiques et pour convertir les économies centralement planifiées et étatisées en économies libérales de marché. L'interaction entre la démocratisation du processus politique et l'introduction d'une économie de marché engendre un problème spécifique et crée une dimension supplémentaire de conflits et de tensions qui sont largement absents dans les transitions des régimes autoritaires.»¹

¹ G.Ekiert, «Democratization Processes in East Central Europe: A Theoretical Reconsideration», *British Journal of Political Science*, Vol. 21, Part 3, July 1991: p.310-311).

Ceci est lié à la thèse que je partage notamment avec Guy Hermet ², à savoir que la **distinction entre les régimes autoritaires et totalitaires** - à condition qu'elle soit maniée de façon souple et critique et non pas de façon idéologiquement utilitaire - garde son sens. L'ambition plus globale des régimes totalitaires par rapport aux régimes autoritaires a aujourd'hui pour conséquence une transition également plus globale; elle comprend davantage de secteurs et de problèmes à résoudre dans les pays ex-communistes d'Europe de l'Est, qui ont, entre autres, besoin d'une restructuration en profondeur du système économique, ce qui n'était le cas ni de l'Espagne post-franquiste ni plus tard du Chili après la défaite plébiscitaire du général Pinochet.

En quoi consiste cet emploi souple et critique de la distinction totalitaire - autoritaire dans le problème qui nous intéresse? Selon le **débouché** de l'imposition totalitaire, on peut en suivant Guy Hermet distinguer entre un «**totalitarisme mou**» et un simple «**autoritarisme de gauche**» (c'est-à-dire fondé tout de même sur l'étatisation de l'économie). ³

En appliquant ce dernier critère, on peut distinguer d'une part la Hongrie, la Pologne et la Yougoslavie, qui connaissaient des réformes économiques depuis des dizaines d'années et qui, en 1989, n'en étaient plus au «totalitarisme mou» mais déjà à un «autoritarisme parfois aimable parce qu'en mal de solution de rechange» (Guy Hermet); d'un autre côté au contraire, selon le même auteur, «la fraction démocratique de la Tchécoslovaquie a connu la répression totalitaire et l'absence de toute réforme économique jusqu'au dernier jour» (il en va de même en Roumanie, en Bulgarie et en grande partie aussi en RDA). Comme l'a montré Guy Hermet dans l'un de ses textes plus anciens⁴, ces circonstances pourraient être paradoxalement plutôt avantageuses pour un pays comme la Tchécoslovaquie: les réformes graduelles pratiquées par la Hongrie ou la Yougoslavie depuis longtemps n'avaient que des effets mitigés, qui ont suscité le scepticisme de la population. La Tchécoslovaquie, qui essaie par contre de transformer l'économie drastiquement et d'un seul coup, a peut-être plus de chances de réussir.

Ad 2) Le rôle de l'attitude à l'égard de la réforme économique comme facteur-clé dans la genèse des préférences électorales

Il ressort des recherches de l'institut AISA et de l'institut IVVM une divergence croissante des attitudes politiques dans les Pays Tchèques et en Slovaquie depuis 1990; mais, dans les deux pays, l'attitude à l'égard de la réforme économique est un facteur-clé dans la genèse des préférences électorales. Si, dans les Pays Tchèques, le problème numéro un est celui d'une réforme économique radicale, en Slovaquie le problème numéro un est celui de la solution des conséquences sociales de la réforme économique⁵.

Selon l'institut AISA, le problème des rapports entre les Républiques tchèque et slovaque et les problèmes de compétence entre la Fédération tchécoslovaque et les Républiques nationales n'ont pas été longtemps ressentis par l'opinion publique comme prioritaires. Les partisans de la séparation en deux Etats indépendants étaient nettement minoritaires, même en Slovaquie; seuls les partisans de la confédération et de la fédération dite authentique avaient en Slovaquie quelque soutien.

Les auteurs du rapport n'y vont pas par quatre chemins: «Il ne s'agit pas de nationalisme ou de séparatisme, mais d'économie, plus exactement du caractère, de l'ampleur et de la vigueur de la réforme économique et des répercussions sociales négatives qui lui sont liées. Il s'agit du problème de la redistribution des moyens financiers entre les Républiques (tchèque et slovaque), des conséquences de la reconversion qui se manifesteront davantage en Slovaquie, etc. (...) Y a-t-il véritablement, entre les attitudes des citoyens de la République tchèque

² Cf. à cet égard mon livre *Du Printemps de Prague au Printemps de Moscou*. Les formes de l'opposition en Union soviétique et en Tchécoslovaquie de janvier 1968 à janvier 1990, Georg, Genève, 1990, le sous-chapitre: *De la «stabilité» à la révolution: comment les totalitarismes finissent* où je discute la conception du totalitarisme à la lumière de l'effondrement des pays communistes de l'Europe centrale.

³ Cf. Guy Hermet, «Les pays d'où l'on vient», rapport présenté au colloque international sur *Les défis démocratiques: De l'Amérique latine aux pays de l'Est*, Université de Lausanne, les 26 et 27 avril 1991. D'autres rapports présentés lors de ce colloque sont importants, en particulier celui de Philippe C. Schmitter, rédigé avec T. Lynn Karl, «What Kinds of Democracies Are Emerging in South America, Central America, Southern Europe and Eastern Europe».

⁴ Cf. Guy Hermet, «La démocratisation à l'amiable: de l'Espagne à la Pologne», *Commentaire*, Paris, Julliard, été 1990, vol. 13, n° 50, p. 279-286.

⁵ Cf. AISA, *Ceskoslovensko - listopad 1990*. Postoje české a slovenské verejnosti k politickému, ekonomickému a socialnimu vyvoji. Zprava z vyzkumu, Praha.

et de la République slovaque, de telles divergences que cela puisse créer une base pour une démarche différente à l'égard de la réforme entre les deux républiques? La réponse est positive»⁶.

Dans les conclusions des recherches sur l'évolution des préférences électorales menées par l'institut IVVM et présentées par M. Herzmann, on retrouve (outre une divergence croissante entre l'évolution des Pays Tchèques et de la Slovaquie) les facteurs-clé dans la genèse des préférences électorales.

Dans les Pays Tchèques, le facteur-clé dans la genèse des préférences électorales est, d'après l'institut IVVM, l'attitude à l'égard de la réforme économique radicale. En Slovaquie, les préférences électorales sont influencées par trois groupes de facteurs:

1. les opinions envers la réforme économique,

2. l'opinion à l'égard de la solution politique des rapports entre les Tchèques et les Slovaques (Etat unitaire, fédération, confédération, indépendance), ainsi qu'à l'égard des nationalités vivant dans la République fédérative tchèque et slovaque (Tziganes, Tchèques, Hongrois, Juifs),

3. la popularité des personnalités politiques (Meciar, Dubcek, Weiss, Carnogursky....).

Enfin, toujours selon l'institut IVVM, les électeurs tchèques préfèrent plutôt voter à droite, alors que les électeurs slovaques préfèrent plutôt voter à gauche; l'élément national, quant à lui, joue un rôle considérable en Slovaquie mais nettement plus effacé dans les Pays Tchèques (sauf en Moravie du Sud).

Ad 3) L'étude des **clivages** principaux

Selon Stein Rokkan, les clivages existant en Occident découlent des révolutions industrielle et nationale liées l'une à l'autre par la bourgeoisie. Daniel-Louis Seiler, sur la base des idées de Rokkan, propose une classification généalogique des partis politiques. Les deux révolutions ont produit des clivages dans deux dimensions, deux axes: l'axe territorial, correspondant à l'articulation territoriale du contrôle politique, et l'axe fonctionnel, relatif au fonctionnement du système. On obtient ainsi quatre clivages principaux:

1) le clivage propriétaires/travailleurs (révolution industrielle-axe fonctionnel)

2) le clivage monde rural/monde industrialisé urbain (révolution industrielle-axe territorial)

3) le clivage Eglise/Etat (révolution nationale-axe fonctionnel)

4) le clivage centre/périphérie (révolution nationale-axe territorial)

Ce n'est que pour les nouvelles démocraties du Centre-Est européen que Seiler a accepté le cinquième clivage Etat/Société civile proposé par M. et J. Charlot; il l'a placé sur l'axe territorial, alors qu'il pourrait être placé plus logiquement sur l'axe fonctionnel. Seiler propose d'inclure sur l'axe fonctionnel le clivage Maximalistes/Minimalistes portant précisément sur la transition économique, qui est soit rapide et maximale, soit progressive et prudente. On peut reprocher deux choses à ce dernier clivage: tout d'abord, on peut le réduire au sous-clivage modérés/radicaux que l'on rencontre à l'intérieur de tous les partis⁷; ensuite et surtout, on peut le rapprocher du clivage propriétaires/travailleurs, ou, reprenant les termes de Maurice Duverger⁸, libéraux/dirigistes. Or, ce clivage se trouve déjà sous la révolution industrielle sur l'axe fonctionnel.

Que faut-il mettre alors sur l'axe territorial à la place du clivage Etat/Société civile que nous préférons mettre sur l'axe fonctionnel? Nous proposons le clivage national (populiste, traditionaliste)/international (importé, modernisateur). Ce clivage diffère des clivages centre/périphérie, ville/campagne auxquels on ne peut le réduire. En Hongrie, le Forum démocratique pourrait être caractérisé comme un cas exemplaire du versant national-traditionnel, alors que l'Alliance des démocrates libres représenterait le versant international-modernisateur⁹. On trouve le même clivage en Pologne, opposant les deux tendances principales de Soli-

⁶ op. cit., p. 21.

⁷ Cf. à cet égard les pages classiques dans l'ouvrage pionnier de M. Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1951, 10ème éd., 1981, coll. Points, p. 320 et.

⁸ Cf. M. Duverger, *Les partis politiques*, éd. citée, p. 323.

⁹ C'est seulement après avoir rédigé et présenté cette communication que j'ai pris connaissance de l'étude de Herbert Kitchelt, «The Formation of Party Systems in East Central Europe" (in: *Politics & Society*, 20, (1), mars 1992: p.7-50) où l'auteur oppose justement d'une

darnosc. Ce clivage serait même valable pour les partis communistes, qui sont caractérisés en premier lieu, du moins pour la plupart d'entre eux, par le clivage Etat/Société civile (plus que par le clivage propriétaires/travailleurs; sur ce point, nous partageons la thèse de M. et J. Charlot¹⁰); ainsi, certains partis communistes seraient nationaux, d'autres importés de l'URSS.

Enfin, la troisième révolution, appelée par Seiler la révolution «internationale», dans le cadre de laquelle nous plaçons les deux derniers clivages (Etat/Société civile; national/international) pourrait être qualifiée de «démocratique» ou d'«antitotalitaire».

Les partis politiques, on le sait, constituent à la fois des agents du conflit et des instruments d'intégration. Les chercheurs privilégient soit le conflit, soit le consensus. Comme le constate Seiler, les deux perspectives se révèlent complémentaires¹¹. Pour ce qui en est de la seconde, on peut citer la thèse dite de la cohésion sociale, défendue par R. Rose et D.W. Urwin¹² et selon laquelle un parti politique établit son assise à partir de **plusieurs clivages qui se renforcent mutuellement**.

Seiler lui-même met au contraire l'accent sur l'idée qu'un parti politique naît d'un conflit social ressenti alors profondément; ce n'est que plus tard, lorsque le parti est déjà bien établi, qu'il doit également adopter une attitude sur les enjeux dont il n'est pas porteur. Si le parti ne se prononce pas clairement sur d'autres enjeux, sur d'autres clivages que celui qui est constitutif pour lui, il risque d'être déchiré par les factions correspondant aux autres clivages. Ainsi, certains partis démocrates-chrétiens qui se contentent de leur clivage-mère Etat/Eglise sont divisés en factions de gauche et de droite correspondant au clivage propriétaires/travailleurs. Si, en revanche, un parti adopte clairement une attitude à l'égard d'un autre clivage, il risque de voir s'éloigner une partie de ses sympathisants. On peut citer ici l'exemple de certains partis socialistes qui - du fait de leur orientation anticléricale - se condamnent à être minoritaires même chez les ouvriers.

Il s'agit pour le parti de trouver une formule lui permettant tout à la fois de maximiser sa cohésion interne et de «ratisser large». Les situations de transition peuvent souvent favoriser la cohésion sociale. L'attitude hostile au communisme peut par exemple être combinée - sans grande perte - avec le nationalisme. Dans certains pays ex-communistes, le clivage centre/périphérie a été décisif dès le début et a même pu mettre quelque peu dans l'ombre, pour ne pas dire remplacer, le clivage Etat/Société civile. Comme l'explique Seiler, c'est le cas des pays Baltes, de la Croatie et de la Slovaquie. Dans ces pays, les premières élections libres se sont traduites par un plébiscite en faveur de l'indépendance nationale, dont les bénéficiaires étaient les partis nationalistes-périphériques. C'est le premier type de partis autonomistes (ou périphériques), à savoir les partis autonomistes dits «plébiscitaires». Les autres partis autonomistes représentent un type «normal», tel qu'on le connaît en Belgique ou en Espagne. C'est sous ce type normal que l'on peut ranger le cas tchéco-slovaque, avec les autonomistes moraves en République tchèque et le parti national slovaque en Slovaquie (avant l'indépendance de la Slovaquie).

Pour ce qui est du mouvement victorieux en Slovaquie au cours des premières élections législatives libres en juin 1990, le «Public contre la violence», le premier clivage Etat/Société civile n'a été au début combiné que très légèrement avec le clivage centre/périphérie. Il a été décisif au cours de ces premières élections mais a depuis perdu quelque peu de son acuité. C'est alors qu'une fraction jouissant d'un soutien public nettement majoritaire - dont est né plus tard le Mouvement pour une Slovaquie démocratique de Vladimir Meciar - a établi son assise au sein de ce large mouvement, grâce à deux clivages se renforçant réciproquement: le clivage centre/périphérie d'une part, et le clivage libéraux/dirigistes de l'autre. Certes, ce dernier clivage a été, comme le dit Seiler, «durablement perturbé»¹³ et ne présentait pas grand sens dans la République fédérative tchèque et slovaque pendant les premières élections législatives; toutefois, ce plus important clivage du monde occidental se

part la «Libertarian-Cosmopolitan Politics» à l'«Authoritarian Particularist Politics» (ce qui correspond à notre clivage) et d'autre part la «Spontaneous Market Allocation» à la «Political Redistribution», ce qui correspond au clivage libéraux-dirigistes.

¹⁰ Cf. M. et J. Charlot, «Les groupes politiques dans leur environnement», in: M. Grawitz, J. Leca, *Traité de science politique*, vol. 3, PUF, Paris 1985, p. 449

¹¹ Cf. D.-L. Seiler, *De la comparaison des partis politiques*, Paris, Economica, 1986, p. 111.

¹² Cf. R. Rose, D.W. Urwin, «Social Cohesion, Political Parties and Strains in Regimes», *Comparative Political Studies*, 2, (1), 1969, p.7-67.

¹³ D.-L. Seiler, «Le cas des partis politiques dans les nouvelles démocraties de l'Est européen», *Travaux de science politique*, Université de Lausanne, Institut de science politique, nouvelle série (4), Lausanne, 1991.

reconstitue depuis peu à peu. En effet, que le clivage maximalistes/minimalistes proposé par Seiler peut-il signifier d'autre que l'opposition des courants ultra-libéraux aux courants sociaux-démocrates?

Le Mouvement pour une Slovaquie démocratique de V. Meciar représente donc une force politique autonomiste et dirigiste. L'autonomisme, au départ assez faible, devient décisif sous l'influence du dirigisme. Il est évident qu'un clivage renforce l'autre. Les répercussions négatives de la réforme économique radicale, de plus élaborée à Prague, qui sont en Slovaquie sensiblement plus graves que dans les Pays Tchèques, y renforcent le clivage centre/périphérie qui oppose les partisans de l'Etat tchécoslovaque commun aux indépendantistes souhaitant soit un Etat slovaque indépendant, soit une confédération (la soi-disant «fédération authentique» dont on entendait parfois parler s'approche de la notion de confédération).

Par ailleurs, les partisans slovaques de l'Etat commun sont pour la plupart en faveur de la transformation économique radicale (sauf les sociaux-démocrates slovaques, insignifiants avant que Dubcek ne rejoigne leurs rangs), mais ils ont souvent peur de le mettre en avant.

Ad 4) Le rôle de la réforme économique dans la stratégie du Forum civique et de son principal successeur, le Parti civique démocratique

Pour ce qui est du rôle de la réforme économique au **Forum civique**, il est instructif de suivre Ivan Gabal, chercheur du Groupe pour l'analyse sociale indépendante (AISA), qui est devenu plus tard membre de la Chancellerie du Président de la République Vaclav Havel, et qui était également chef de l'équipe électorale du Forum civique lors des premières élections législatives de 1990 et chef de l'équipe électorale du Mouvement civique lors des secondes élections en 1992. I. Gabal explique¹⁴ qu'une enquête de janvier 1990 du Groupe pour l'analyse sociale indépendante (AISA) a montré que le Forum civique était soutenu par les partisans inconditionnels de la réforme économique. Et comme 50 à 60% des gens étaient alors partisans de la réforme économique, I. Gabal a estimé qu'il fallait faire de cette dernière la base de l'image du Forum civique sur laquelle construire sa campagne électorale¹⁵.

Le Forum civique avait besoin pour maintenir sa cohésion interne, toujours d'après M. Gabal, que la réforme économique radicale se réalise et décolle le plus vite possible¹⁶.

C'est dire que la ligne centriste et «neutraliste» du Forum civique, qui était au début nécessaire pour intégrer toutes les forces démocratiques, a échoué dans la phase ultérieure, lorsqu'il s'est agi de procéder à une transformation économique radicale. La réalisation de la transition rapide à l'économie de marché n'est sans doute pas possible sans l'adoption de positions politiques précises, univoques, et sans priorités correspondant à la politique économique. Le Forum civique allait alors devoir, pour pouvoir agir avec efficacité, trouver un profil politique en rapport avec sa nouvelle orientation économique et avec les nouvelles conditions.

Selon M. Gabal, l'erreur commise par le Forum civique a été de beaucoup hésiter; il a ainsi manqué la période optimale pour déclencher cette transformation économique radicale, à l'époque où elle avait le soutien quasi général de la population. Le gouvernement slovaque a profité du rythme lent des réformes économiques dans sa lutte pour l'autonomie politique et administrative. Le soutien public aux changements économiques drastiques a diminué plus vite en Slovaquie que dans les Pays Tchèques. Avant les élections déjà, le mouvement slovaque «Public contre la violence» a hésité - de peur de conséquences électorales négatives - à parler de la réforme économique. Il est apparu clairement, quelques mois après les élections législatives de juin 1990, que la politique économique fédérale unique ne jouissait plus de l'unanimité d'antan.

Le scénario gouvernemental de la réforme économique, tel qu'il était conçu, présupposait une fédération forte, sinon un Etat quasiment unitaire. Les Slovaques, touchés nettement plus que les Tchèques par les répercussions sociales négatives de cette transformation économique radicale¹⁷ élaborée à Prague, étaient de

¹⁴ Cf. l'entretien avec M. I. Gabal «Otevřeností proti obavám», *Respekt* (17), 4.7-10.7.1990, p. 5.

¹⁵ Cf. l'entretien avec M. I. Gabal cité plus haut, p. 4.

¹⁶ Cf. *Respekt* 2/1991 du 7 janvier 1991.

¹⁷ Selon les données officielles, le chômage est en Slovaquie environ trois fois plus élevé que dans les Pays Tchèques.

moins en moins satisfaits au contraire par la fédération existante et souhaitaient de plus en plus une confédération de deux républiques pratiquement indépendantes¹⁸.

Rappelons que deux courants se sont affrontés au sein du Forum civique au sujet de la réforme économique. Le premier courant («social», pour parler comme I. Gabal, ou «minimaliste», comme dirait D.-L. Seiler), qui est incarné par Valtr Komarek, vice-premier ministre du premier gouvernement fédéral après les événements de novembre 1989, considérait qu'il fallait procéder assez lentement, par étapes, et prudemment. Le second courant («radical» ou «maximaliste»), dont le porte-parole fut dès le début le ministre fédéral des finances Vaclav Klaus, prônait au contraire une thérapie de choc. Il fallut trancher pour l'une ou l'autre variante. La différence entre leurs priorités était insurmontable, souligne I. Gabal¹⁹. C'est le second courant (radical ou néo-libéral) qui l'a emporté assez nettement (essentiellement chez les Tchèques, majoritaires dans le pays), de sorte que l'on peut parler d'un consensus majoritaire fort en faveur de la conception du ministre fédéral des Finances, personnalité forte et de surcroît durablement populaire chez les Tchèques (mais nettement moins populaire chez les Slovaques). Cette adhésion des Tchèques à la conception économique du ministre Klaus s'est manifestée entre autres par sa brillante élection au poste de président du Forum civique.

V. Klaus souhaitait à l'époque que le Forum civique, mouvement dont il fut le premier et le dernier président, se transforme en parti politique ayant une tâche prioritaire: réaliser une transformation économique radicale. Il précisa son idée au cours d'une réunion du travail à Olomouc en décembre 1990. Il y exposa son programme, intitulé «Ce que nous voulons et ce que nous ne voulons pas» où il déclara notamment: «La tentative de maintenir le Forum civique en tant que large coalition des opinions les plus diverses revenant toujours à la date magique du 17 novembre 1989, dont le seul élément unificateur est la résistance à l'égard du régime totalitaire passé, est non seulement irréaliste mais aussi dangereuse, comme chaque tentative utopique. (...) Pour notre activité politique ultérieure, nous avons besoin d'un parti avec un programme net, dont l'élément unificateur doit être **la réforme économique ayant pour but l'économie de marché fondée sur la propriété privée**. Selon les sondages d'opinion publique qui me sont accessibles, il semble que quelque 10% des électeurs soient prêts à y entrer. Ces 10% des électeurs signifieraient la possibilité de créer tout de suite un parti de masse composé de plusieurs centaines de milliers de membres. (...) Je ne crois pas qu'on puisse se contenter d'un parti dont il est ici très en vogue de parler, à savoir d'un parti de cadres, autrement dit une sorte d'état-major qui se réunirait de temps en temps pour réélire ses chefs ou éventuellement en élire de nouveaux. Nous avons besoin d'une structure plus solide, d'un actif de fonctionnaires au niveau local, régional et national. La situation nouvelle exige de se demander dans quelle mesure ce principe doit éventuellement être complété par le principe fédéral. Dans le cadre de cette structure organisationnelle, il me paraît absolument indispensable d'adopter le système de membres individuels»²⁰. Le contraste avec les opinions du chef de l'Etat saute aux yeux.

¹⁸ Les quatre partis slovaques importants sans exception sont nationalistes, à commencer par les plus forts d'entre eux, le Mouvement pour une Slovaquie démocratique du premier ministre du gouvernement slovaque V. Meciar (env. 30% d'intentions de votes d'un sondage à l'autre, succès amplement confirmé lors des élections législatives de juin 1992 où il obtint presque 34% des voix à l'Assemblée fédérale et 37% au Conseil national slovaque) et le Mouvement démocrate-chrétien de M. Jan Carnogursky, ancien premier ministre du gouvernement slovaque jusqu'aux élections de juin 1992 (malgré un échec relatif lorsqu'il obtint moins de 9% aux élections de 1992). Le plus radical est le Parti national slovaque (presque 8% aux élections). Les communistes slovaques, qui ont changé de nom et s'appellent désormais «Parti de la gauche démocratique» (14% aux élections législatives de juin 1992), jouent aussi - certes avec habileté - cette carte nationaliste.

En revanche, les deux plus importants partis slovaques pour le maintien de la fédération avec les Tchèques, à savoir le Public contre la violence (rebaptisé plus tard l'Union civique démocratique) et le Parti démocratique, obtenaient, selon les sondages, quelque 5% chacun seulement; au cours des élections de juin 1992, ils n'ont pas réussi à franchir la barre des 5% et ont donc été éliminés du parlement. Est-ce un hasard?

Les Tchèques aimaient à répéter, en se référant aux sondages, que les indépendantistes slovaques n'étaient qu'une bruyante minorité, alors que la majorité silencieuse était pour l'Etat tchécoslovaque commun. Ainsi, d'après l'institut IVVM par exemple, au début novembre 1991 seulement 14% des Slovaques désiraient l'indépendance de la Slovaquie (5% des Tchèques se prononçant pour l'Etat tchèque indépendant). Ils oublièrent souvent d'ajouter qu'une légère majorité relative (27%) des Slovaques se disait partisane d'une confédération (seuls 4% des Tchèques partageaient cet avis). Or, la confédération ne relève pas de «l'Etat commun» mais de deux Etats indépendants librement associés. 26% des Slovaques (et 34% des Tchèques) se déclaraient en faveur de la fédération, 20% des Slovaques (et 39% des Tchèques) en faveur de l'Etat unitaire.

¹⁹ Cf. I. Gabal, «Porážení nepøátelé a političtí odpùrci», in: *Respekt* (30), 3.10-9.10. 1990: p. 7.

²⁰ V. Klaus, «Ce que nous voulons et ce que nous ne voulons pas», *Obèanský deník* (OD), 10.12.90: p. 1 et 3.

Le Congrès suivant du Forum civique, qui eut lieu le 12 janvier 1991, décida de la transformation d'un mouvement large en parti politique, suivant en cela le souhait de V. Klaus. Cette orientation fut soutenue non seulement par la plupart des délégués du Congrès (126 des 175 délégués du Congrès tranchèrent pour le parti), mais aussi par la majorité (relative mais confortable) de l'opinion publique, ainsi que le montraient les sondages. Mais comme cette conception, clairement majoritaire au sein des sympathisants du Forum civique (on ne pouvait pas alors parler de membres), fut non seulement vigoureusement combattue mais même franchement boycottée par une minorité détenant toutefois la plupart des postes décisifs aux gouvernements fédéral et tchèque et aux présidiums des Parlements, le Forum civique éclata et se divisa en deux parties principales: d'un côté le Parti civique démocratique de V. Klaus, qui regroupe la majorité respectant la décision du Congrès, et de l'autre le Mouvement civique de J. Dienstbier. Le Parti civique démocratique allait suivre le chemin tout tracé par V. Klaus.

Ad 5) Le vote des députés au Parlement

L'une des manières de mesurer l'attitude des partis à l'égard de la réforme économique est de suivre la façon dont leurs députés votent au Parlement. A cet égard, l'on dispose d'un travail utile effectué par l'Institut pour la démocratie et l'Europe unie. Bénéficiant du fait que certains de mes étudiants praguais en science politique travaillent pour cet Institut, j'ai pu obtenir l'analyse des votes dans les deux chambres de l'Assemblée fédérale sur toutes les lois économiques de janvier 1991 à avril 1992.

Les chercheurs ont pris en compte au total 29 projets de lois. Dans leurs tableaux les lois sont numérotées, il est indiqué si le projet de loi émanait du gouvernement ou non, s'il a été accepté ou non, s'il a été repoussé par la Chambre du peuple ou par la Chambre des nationalités ainsi que la moyenne de la Chambre du peuple et de la Chambre des nationalités.

Si l'on prend les chiffres globaux, on s'aperçoit que le soutien aux projets de lois économiques a été très fort dans tous les partis gouvernementaux - le Mouvement civique, le Parti civique démocratique, l'Union civique démocratique (= le noyau de l'ancien Public contre la violence) et le Mouvement démocrate chrétien. La moyenne des deux chambres est la suivante pour chaque parti:

1. Mouvement civique (MC).....	94,9%
2. Mouvement démocrate chrétien (MDC)	93,1%
3. Union civique démocratique (UCD)	91,4%
4. Parti civique démocratique (PCD).....	89,7%
5. Alliance civique démocratique (ACD).....	88,0% ²¹
6. Mouvement pour la Slovaquie dém. (MPSD).....	43,1%
7. Parti de la gauche dém. (PGD).....	32,8%
8. Parti communiste tch. et morave (PCTM).....	22,4%

Faut-il alors conclure que les députés du Mouvement civique sont ceux qui ont le plus soutenu au Parlement la réforme économique? Ce serait tout à fait prématuré.

Il faut tout d'abord préciser, pour comprendre le pourcentage élevé du Mouvement civique, que les chercheurs ont décidé de considérer, pour les partis concernés, chaque attitude majoritairement positive en faveur d'une loi comme un vote à 100%, que la majorité des votes des députés soit écrasante ou qu'il s'agisse d'une majorité «du bout des lèvres», ce qui est une option discutable. A quoi sert alors la quantification, quand on l'élimine au départ pour retrouver à la fin des chiffres trompeurs?

Mis à part ce problème, il faut également souligner qu'un soutien n'a pas toujours le même poids, voire le même sens. Prenons par exemple la proposition de la loi sur la planification stratégique. Cette proposition n'a pas été gouvernementale; voici donc comment les deux partis conservateurs, le Parti civique démocratique de

²¹ L'Alliance civique démocratique est un petit parti, mais les chercheurs de l'Institut pour la démocratie et l'Europe unie l'ont classée parmi les grands partis.

Vaclav Klaus et l'Alliance civique démocratique, ont voté: ces deux partis ont donné dans les deux chambres de l'Assemblée fédérale 0 voix pour cette proposition de loi.

Votes à l'Assemblée fédérale
sur la proposition de loi sur la planification stratégique

	Chambre du peuple	Chambre des nations
PCD	0	0
MC	71,4	83,3
ACD	0	0
UCD	12,5	23,8
MDC	37,5	46,2
PCTM	75	41,7
PGD	75	81,8
MPSD	62,5	50

Les deux partis de droite ont considéré - à tort ou à raison - cette proposition de loi comme étant de gauche, dirigiste et l'ont donc rejetée à l'unanimité. Cela montre clairement qu'on ne peut pas utiliser les résultats des votes à propos des projets de lois économiques sans grandes précautions.

Ad 6) L'attitude des électeurs potentiels sur la base des résultats des recherches sociologiques et politologiques

Prenons tout d'abord en considération les résultats des recherches de l'institut AISA, les premières effectuées en 1991, les secondes en 1992. Le parti qui bénéficiait de la plus grande faveur des sondages dans la République tchèque était le **Parti civique démocratique (PCD)** de V. Klaus.

Les sympathisants du PCD étaient les plus satisfaits des changements en cours après la Révolution de velours et ceux qui professaient le plus les principes de l'économie de marché. Avant les élections législatives de juin 1992 par exemple, les électeurs potentiels du PCD étaient les plus satisfaits de l'évolution politique (86%) et économique (78%). Ils étaient les moins marqués par les sentiments d'impuissance, de désespoir et de résignation (33% contre 55% de la population globale tchèque en 1992). L'écrasante majorité d'entre eux souhaitait travailler dans le secteur privé. 35% des entrepreneurs privés, mais seulement 16% des ouvriers agricoles et non qualifiés auraient voté pour le PCD.

Avant les élections législatives de juin 1992, les sympathisants du PCD de V. Klaus adoptèrent des attitudes très négatives envers les partis de gauche et les partis nationalistes slovaques. Ils étaient moins que les autres d'accord avec la thèse suivant laquelle la droite tchèque et la réforme économique radicale qu'elle faisait prévaloir pourraient engendrer la décomposition de l'Etat commun tchécoslovaque. 78% d'entre eux estimaient au contraire (contre 64% de la population tchèque globale) que le comportement de la gauche slovaque et le manque de volonté des Slovaques pour le maintien d'un Etat commun pourraient mener à la dissolution de ce dernier.

Les sympathisants du Parti civique démocratique adoptèrent également une attitude de «décommunisation», souhaitant se débarrasser des «anciennes structures» communistes (86% contre 66% de la population tchèque en 1992).

En Slovaquie, c'est le **Mouvement pour une Slovaquie démocratique (MPSD)** qui dominait très nettement. Dans l'ensemble, les attitudes des électeurs potentiels du MPSD étaient en 1991 très proches de la moyenne slovaque, c'est-à-dire que ces électeurs rejetaient la transformation économique radicale et étaient mécontents de l'évolution politique en cours.

Sur deux points néanmoins, les opinions des sympathisants du Mouvement pour une Slovaquie démocratique se différencient déjà à l'époque clairement du reste de la population slovaque. D'une part, ils étaient les plus mécontents de leur situation matérielle (18% seulement la jugeaient satisfaisante), les plus critiques à l'égard de l'économie nationale, et ils souhaitaient que l'Etat y garde un rôle-clé (43% d'entre eux avaient d'ailleurs l'intention de travailler dans le secteur étatique). D'autre part, ils étaient ceux qui se sentaient

le plus victimes de la fédération telle qu'elle existait à l'époque (68% de leurs sympathisants la considéraient comme injuste envers les Slovaques, ce qui était un chiffre encore plus élevé que chez les sympathisants du Parti national slovaque de tendance indépendantiste où le chiffre correspondant était de 65%).

Si, en 1991, le profil des attitudes du Mouvement de V. Meciar n'était pas encore assez cristallisé, cela commença à changer l'année suivante, comme le montrent les résultats d'une recherche du même groupe AISA menée un an après la précédente. Selon ces résultats, les sympathisants du MPSD rejetaient - plus que la moyenne slovaque - l'évolution politique et économique en cours à l'approche des élections législatives de juin 1992. Plus de 3 personnes sur 4 étaient très déçues par cette évolution, contre 64% de la population slovaque globale. 71% d'entre elles estimaient que la réforme économique était trop radicale ou même carrément mauvaise. On ne trouvait pas alors en Slovaquie d'attitude plus critique que chez les sympathisants communistes; dans bien des domaines, les attitudes des électeurs potentiels du Mouvement de Meciar s'en approchaient.

48% des électeurs potentiels du Mouvement de Meciar (contre 41% de la population slovaque globale) estimaient qu'il était plus important pour les habitants de la Slovaquie de ralentir ou de modifier la réforme économique que de maintenir l'Etat tchécoslovaque commun.

Les **communistes**, quant à eux, avaient encore en 1991 un président fédéral (P. Kanis) et deux présidents nationaux (J. Svoboda pour le Parti communiste tchèque et morave et P. Weiss pour le Parti de la gauche démocratique en Slovaquie), mais cette structure fédérale fut plus tard abandonnée.

Si les communistes trouvaient autant de soutien en Slovaquie que dans les Pays Tchèques (environ 14% dans les deux républiques aux élections législatives de 1992; on remarque une grande stabilité par rapport aux précédentes élections de 1990) et s'il n'y avait pas de différence importante entre les attitudes de leurs sympathisants, la position des communistes est en Slovaquie tout de même bien différente. Dans les Pays Tchèques, l'opinion publique adopta des attitudes dans l'ensemble très négatives à l'égard du Parti communiste tchèque et morave, alors que les Slovaques considéraient leur parti communiste (Parti de la gauche démocratique) comme, somme toute, sympathique.

Selon les recherches de l'institut AISA effectuées avant les élections législatives de juin 1992, 58% des sympathisants communistes slovaques jugeaient la réforme économique mauvaise dans son principe même (30% seulement de la population globale en Slovaquie partageait cet avis).

Les sympathisants communistes en Slovaquie étaient d'avis que, si l'Etat commun tchécoslovaque devait se désintégrer, la faute en incomberait à la thérapie de choc économique imposée par les partis de droite tchèques et inacceptable pour la Slovaquie.

Le **Mouvement démocrate-chrétien** en Slovaquie (MDC) de Jan Carnogursky a traversé une évolution intéressante en ce qui concerne l'attitude de ses partisans à l'égard de la transformation économique radicale. Tandis que vers la fin de l'année 1990 ces derniers adoptaient encore le plus souvent une attitude réservée envers la réforme économique dont ils ressentaient surtout les répercussions sociales négatives, ils ont clairement été depuis 1991 pour la réforme. Un élément qui a pu jouer un rôle est qu'après l'éclatement du Public contre la violence le président du Mouvement démocrate chrétien, Jan Carnogursky, est devenu premier ministre du gouvernement slovaque, fonction qu'il n'a perdu qu'à la suite des élections législatives de juin 1992.

Selon les recherches de 1992 de l'institut AISA, les électeurs potentiels ont encore évolué. D'après ces recherches, 95% des électeurs potentiels du Mouvement de J. Carnogursky préféraient le système en cours au régime communiste précédent, ce qui est le score le plus net au sein des partis slovaques. Seul un électeur potentiel sur trois du Mouvement démocrate-chrétien se disait très déçu par l'évolution après la Révolution de velours, tandis que le chiffre correspondant pour la population globale slovaque était de 64%, donc le double! Pour ce qui est des sentiments d'impuissance et d'incertitude, les sympathisants démocrates-chrétiens en souffraient bien moins qu'un Slovaque moyen.

Ils étaient 63% à estimer que la victoire des partis de gauche en Slovaquie menacerait la démocratie dans le pays (33% seulement de la population slovaque globale partageait cet avis). Il n'y avait que 25% des sympathisants démocrates-chrétiens en Slovaquie à penser que la victoire du Parti civique démocratique de V. Klaus conduirait à la poursuite de la réforme économique sans tenir compte des spécificités slovaques et serait inacceptable pour les Slovaques; la majorité absolue (53%) de la population globale slovaque le croyait au contraire.

Ce profil des sympathisants du Mouvement démocrate-chrétien est à mettre en rapport avec l'apparition en Slovaquie d'un nouveau type d'attitude, dit «libéral national», qui leur correspond justement beaucoup. Les

chercheurs du Centre pour l'analyse sociale de Bratislava ont découvert ce trait dans leur recherche sociologique du janvier 1992²². Les partisans (représentants) du mouvement acceptaient les valeurs de la démocratie libérale et de l'économie libérale, mais étaient en même temps sensibles à la question nationale, sans toutefois adopter d'attitude violemment et systématiquement anti-tchèque. Selon les chercheurs du Centre pour l'analyse sociale, ce type d'attitude n'était pas auparavant en Slovaquie un phénomène significatif; ils ne l'avaient pas, par conséquent, inclus dans leur rapport de recherche du mai 1991.

S'il a gagné en précision, le Mouvement démocrate-chrétien n'a toutefois pas gagné en popularité en Slovaquie et s'est probablement quelque peu éloigné de l'électeur moyen. En contre-partie, ses sympathisants, dans la mesure même de cet éloignement, se sont un peu plus fortement identifiés avec leur parti.

En 1992, le Mouvement démocrate-chrétien restait le seul parti slovaque important (soulignons slovaque, je ne compte donc pas la coalition hongroise) dont les sympathisants adoptaient des attitudes quelque peu analogues à celles prédominant dans les Pays Tchèques.

Passons à l'**Union démocrate-chrétienne** tchèque. Elle était composée principalement du Parti populaire et du Parti démocrate-chrétien tchèque; ce dernier a quitté cette coalition en juillet 1991 pour entrer plus tard en coalition électorale avec le Parti civique démocratique. Ce qui me paraît le plus important de noter est que le Parti démocrate chrétien tchèque de V. Benda était, par son programme, un parti plutôt conservateur que démocrate-chrétien, était relativement homogène, et ne s'approchait parmi les partis d'orientation démocrate-chrétienne à l'étranger que de ceux du type de la CDU en Allemagne. Le Parti populaire, en revanche, était plutôt au départ un parti typique d'orientation démocrate-chrétienne, à caractère «interclassiste et horizontal» (D.-L. Seiler); sa tendance d'ensemble relevait donc plutôt par conséquent du centre que de la droite. Il était composé de deux courants principaux: l'un - prédominant en Bohême - à orientation économique essentiellement conservatrice (ou libérale au sens européen du mot), et soutenant donc plus ou moins la transformation économique radicale d'inspiration ultra-libérale du ministre fédéral des finances, alors que l'autre courant - prépondérant en Moravie - soulignait fortement la dimension sociale et, de ce point de vue, critiquait plusieurs aspects de la réforme économique en cours.

Paradoxalement, la composition des électeurs potentiels et des sympathisants de ces deux partis d'inspiration chrétienne ne semble pas avoir correspondu à l'auto-identification de leurs leaders. Si nous prenons, à la suite de Ivan Gabal, Marek Boguszak et leurs collaborateurs de l'institut AISA, l'attitude à l'égard de la réforme économique radicale comme critère de base, l'électorat du Parti populaire soutenait davantage la transformation économique ultra-libérale que l'électorat du Parti démocrate-chrétien tchèque (PDC). M. Boguszak estimait que «même si les représentants des deux partis se définissent eux-mêmes comme étant à la droite du spectre politique, les attitudes de leurs partisans, notamment du Parti démocrate-chrétien, n'y correspondent guère. Et encore, les différences d'opinion entre les partisans des deux partis sont si grandes que leur coalition est plutôt le résultat de la décision des directions de ces partis que de la proximité d'intérêts de leurs électeurs. Ils s'entendent dans le rejet de l'ancien régime et dans l'appréciation positive des changements politiques en cours, mais, par rapport aux principes qui devraient profiler la vie économique, on constate au contraire des différences. Parmi les partisans du Parti populaire, le soutien aux principes de l'économie de marché [il faut ici comprendre: aux principes économiques ultra-libéraux] prédomine - légèrement mais tout de même - , ce qui n'est de loin pas le cas chez les partisans du Parti démocrate-chrétien. Ceci découle dans une mesure significative de la situation matérielle réellement difficile des partisans du PDC, situation qui est nettement la plus mauvaise de tous les groupes d'électeurs»²³.

Selon les recherches de l'institut AISA de 1992, l'attitude des sympathisants de l'Union démocrate chrétienne et du Parti populaire tchécoslovaque se situait plus près du soutien que du refus de l'évolution politique et économique en cours après novembre 1989, ce en quoi elle se rapprochait de celle du Mouvement civique. Plus de 70% des sympathisants du parti populaire (contre 58% seulement de la population globale tchèque) estimaient que l'évolution allait dans le bon sens, 93% (contre 76%) préféraient le régime actuel au régime communiste précédent, et seulement 5% (contre 19%) pensaient que la situation allait s'aggraver après les élections.

²² Cf. Centrum pro socialni analyzu, *Aktuální problémy Česko-Slovenska: január 1992*, Bratislava . Il s'agit du rapport final de recherches sociologiques conduites par une équipe sous la direction de T. Rosová; son garant était Z. Butorová.

²³ M. Boguszak (AISA), «Rok po volbach a rok pred volbami», LN, 9.7.91-23.7.91, partie 6: PP et PDC.

74% de sympathisants du parti populaire estimaient qu'il faut se débarrasser des anciennes structures communistes; ils se situaient donc légèrement au-dessus de la moyenne de la population tchèque (66%). C'est justement sur ce point que le Parti populaire se distingue du Mouvement civique. Les sympathisants du PP ont adopté à l'égard des partis communiste et social-démocrate des attitudes sensiblement plus négatives qu'un Tchèque moyen, alors que pour le reste ils ne différaient pas de façon significative de la moyenne tchèque.

L'attitude des sympathisants du **Mouvement des autonomistes moraves (MAM)** à l'égard de la transformation économique était très réservée: ils jugeaient leur situation économique mauvaise et étaient sceptiques quant à l'évolution à venir. Ils préféreraient être employés dans le secteur étatique.

Selon les recherches de l'institut AISA de 1992, l'électorat potentiel des autonomistes moraves soutenait moyennement l'évolution politique mais refusait (plus que la moyenne) l'évolution économique: 54% préféraient l'économie mixte contre 44% l'économie de marché (dans la population tchèque globale, les chiffres correspondants étaient de 38% et 52%). 92% des sympathisants des autonomistes moraves estimaient que l'Etat doit garantir l'ordre et le calme, même au prix de la limitation de certaines libertés. Ceci est lié aux sentiments d'impuissance et d'incertitude que l'on retrouvait chez eux plus fréquemment que dans la population tchèque en général. L'opinion selon laquelle la gauche slovaque menaçait la démocratie ou celle d'après laquelle les priorités contraires par rapport à la réforme économique dans les deux républiques constituaient une cause possible de l'éclatement de l'Etat fédéral commun, était moins fréquente chez eux que chez les sympathisants d'autres partis tchèques. Si 60% de la population tchèque globale pensait que la victoire du Mouvement de Meciar en Slovaquie constituait un pas vers la fin de l'Etat commun, seuls 40% des sympathisants des autonomistes moraves partageaient cet avis.

Les sympathisants du **Mouvement civique (MC)** de J. Dienstbier avaient en 1991, selon l'institut AISA, une attitude très favorable à l'égard des transformations politiques et économiques en cours.

Toutefois, d'après ces mêmes recherches, les électeurs potentiels du Mouvement civique se trouvaient, sur le spectre des attitudes politiques, légèrement plus près du soutien de la transformation en cours que de son refus, ce en quoi ils ressemblaient aux électeurs de l'Union démocrate-chrétienne et du Parti populaire. Leur attitude était donc sensiblement moins favorable à l'égard de l'évolution depuis novembre 1989 que celle des sympathisants du Parti civique démocratique et même de l'Alliance civique démocratique, mais plus favorable que les sympathisants de la plupart des autres partis politiques tchèques. Ceci est également valable pour ce qui est de l'attitude à l'égard de la réforme économique radicale, quoique la différence les séparant des électeurs du Parti civique démocratique et de l'Alliance civique démocratique soit encore plus grande (47% des sympathisants du MC étaient d'accord avec la réforme économique radicale, contre 78% des sympathisants du PCD et 70% de l'ACD).

Un fait également typique des sympathisants du Mouvement civique était leur faible proportion en faveur de la «décommunisation»; en outre, peu d'entre eux ont adopté une attitude positive à l'égard des partis démocrates-chrétiens (16%, contre une moyenne de 35% pour la population globale tchèque). D'ailleurs, les personnes sans confession soutenaient le MC deux fois plus que les croyants.

On remarque que les sympathisants du MC ont suivi une évolution non négligeable dans l'année écoulée entre les deux enquêtes de l'institut AISA. Très favorables à la poursuite de la réforme économique radicale en 1991, ils étaient devenus bien plus tièdes à cet égard une année plus tard. Or, au lieu de suivre la tendance de ses partisans et évoluer vers le centre-gauche, le Mouvement civique s'est au contraire débarrassé de ses protagonistes ayant une réputation de gauche et a essayé de se donner un profil de parti clairement libéral. Bref, ses sympathisants de droite l'ont déserté et ses protagonistes de gauche également. Rien d'étonnant donc dans le fait que, la bipolarisation aidant, le Mouvement civique n'ait pas obtenu en juin 1992, lors des élections législatives, le quorum nécessaire des 5% et ait disparu du Parlement fédéral et du Parlement tchèque.

Pour ce qui est du **Public contre la violence (PCV)**, les sondages sont apparus désespérés après la scission et le détachement du Mouvement pour une Slovaquie démocratique. Aux élections législatives de juin 1992, ils n'ont pas réussi à franchir la barre de 5% et ont donc été éliminés des Parlements. En novembre 1992, le Public contre la violence a vu son existence s'achever. Relevons que les sympathisants du Public contre la violence étaient les seuls en Slovaquie pour qui le Parti national slovaque (indépendantiste) soit aussi massivement inacceptable (pour 48% des électeurs potentiels du PCV).

Leurs caractéristiques les distinguaient très nettement du reste de la population slovaque. Il s'agit de personnes qui prenaient radicalement fait et cause pour les transformations économiques et politiques en cours, ce qui les rapprochait des sympathisants du Parti civique démocratique et de l'Alliance civique démocratique dans les Pays Tchèques.

L'**Association pour la République-Parti républicain tchécoslovaque** est un parti d'extrême-droite quelque peu analogue au Front national de J.-M. Le Pen en France. Selon M. Boguszak, ses partisans n'ont pas adopté une attitude particulièrement hostile à l'égard des principes de la démocratie et de l'économie de marché, mais manifestaient sur des questions concrètes une attitude de mécontentement et étaient prêts à le faire savoir par des moyens de pression musclés. Ils n'étaient pas du tout satisfaits de leur situation matérielle, même si elle était objectivement supérieure à la moyenne.

Etant donné que, quelques mois avant les élections législatives de 1992, l'**Alliance civique démocratique** de MM. Kalvoda, Kroupa, Bratinka et Dlouhy a gagné en popularité dans l'opinion publique de la République tchèque grâce à son attitude intransigeante à l'égard des nationalistes slovaques, M. Boguszak a inclus ce parti dans sa série d'articles résumant les résultats des recherches menées par son institut (AISA) en avril 1992. L'un des leaders de l'Alliance civique démocratique (ACD, ODA en tchèque), Vladimír Dlouhý, fait partie des hommes politiques les plus populaires.

L'Alliance civique démocratique est un parti dont les sympathisants ont un profil bien défini. Ils soutenaient très fortement l'évolution d'après novembre 1989, y compris la réforme économique radicale. Ils soutenaient également bien au-dessus de la moyenne la «décommunisation» et l'éviction de l'ancienne nomenklatura communiste des positions qu'elle occupait toujours. Enfin, ils considéraient la poursuite de la transformation économique radicale comme plus importante que le maintien de l'Etat commun tchécoslovaque. C'est pourquoi ils étaient nombreux (61% d'entre eux, contre 47% de la population tchèque globale) à estimer que les attitudes divergentes envers la transformation économique radicale dans les deux républiques nationales pouvait conduire à la décomposition de l'Etat commun. Par ailleurs, plus de quatre sympathisants de l'ACD sur cinq pensaient que c'était le comportement de la gauche slovaque et le manque de volonté de maintenir l'Etat commun chez les Slovaques qui pouvaient mener à l'éclatement de la fédération.

Il est significatif que, parmi les catégories socio-professionnelles, on trouvait le plus d'électeurs potentiels de l'Alliance civique démocratique chez les entrepreneurs.

Ad 7) Enfin, la place des électeurs potentiels **sur un continuum droite-gauche** (toujours sur la base des recherches sociologiques et politologiques)

L'attitude à l'égard de la réforme économique radicale ne constitue pas, à elle seule, la ligne de démarcation entre la gauche et la droite.

J'ai à ma disposition deux tentatives de situer les partis politiques en Tchécoslovaquie sur un continuum droite-gauche selon les attitudes de leurs électeurs potentiels. Le Centre pour l'analyse sociale de Bratislava a, dans son rapport du juillet 1991²⁴, pris comme critère de distinction gauche/droite: premièrement, l'appréciation positive du régime communiste précédent (critère politique) et deuxièmement le souhait de freiner, voire de stopper la réforme économique radicale (critère économique).

Voici le classement des partis slovaques en allant de gauche à droite d'après le critère économique:

1. Parti de la gauche démocratique
- 2.-4. Mouvement pour une Slovaquie démocratique, Verts et Parti démocratique
5. Parti national slovaque
-
6. Coalition hongroise
7. Mouvement démocrate-chrétien
8. Public contre la violence

D'après le critère politique, le classement est le suivant:

1. Parti de la gauche démocratique (c'est-à-dire les communistes slovaques)
2. Parti national slovaque

²⁴ Cf. Ústav pro sociální analýzu Univerzity Komenského, *Slovensko - jul 1991*, Bratislava, 1991.

3. Mouvement pour une Slovaquie démocratique
4. Coalition hongroise
5. Verts

-
6. Public contre la violence
 7. Mouvement démocrate-chrétien
 8. Parti démocratique

D'après le critère économique, qui nous intéresse davantage dans notre contexte, on constate que seulement deux partis, le Public contre la violence et le Mouvement démocrate-chrétien, se situaient nettement à droite. Si les attitudes n'ont pas changé depuis, il n'existe donc qu'un seul parti slovaque d'une certaine importance qui soit clairement à droite, c'est le Mouvement démocrate-chrétien. On sait en effet que le Public contre la violence a cessé d'exister en novembre 1992.

L'autre tentative de placer les partis politiques sur le continuum droite/gauche que nous connaissons est celle du Centre des recherches empiriques auprès de l'Institut sociologique de l'Académie tchécoslovaque des sciences (STEM). Ce Centre a publié ses résultats peu avant les élections législatives de juin 1992²⁵ sous la plume de son collaborateur Jan Hartl. Tout comme le Centre pour l'analyse sociale de Bratislava, il a pris pour base les attitudes dans les domaines économique et politique et a de plus tenté d'exprimer mathématiquement le placement à gauche ou à droite des électeurs potentiels des partis politiques.

Voici ce classement; la gauche est marquée par le signe moins, la droite par le signe plus:

	1. Parti communiste tchèque et morave	- 143
GAUCHE	2. Social-démocratie tchécoslovaque	- 56
	3. Union libérale et sociale	- 25
DROITE	4. Parti populaire (UDC/PP)	+ 2
	5. Mouvement civique	+ 17
	6. Alliance civique démocratique	+ 32
	7. Parti civique démocratique	+ 62

D'après l'institut STEM, on pourrait alors conclure que si l'Alliance civique démocratique aime à ce présenter comme étant plus à droite que le Parti civique démocratique, il n'en est pas de même de ses sympathisants, dont les attitudes étaient un peu plus proches de celles des électeurs du Mouvement civique que de ceux du Parti de Vaclav Klaus (les conclusions des recherches de l'institut AISA ne sont pas exactement les mêmes). Le parti dont les sympathisants étaient le plus proches du centre était l'Union démocrate-chrétienne-Parti populaire; ces sympathisants se trouvaient donc le plus souvent au centre ou au centre-droit. Ceci les rapprochait beaucoup du Mouvement civique, que les représentants du Parti populaire caractérisent pourtant comme de gauche en se présentant eux-mêmes comme étant partie de la droite. Comme c'est souvent le cas pour ce type de démocratie-chrétienne, les termes de gauche et de droite sont pris par les partisans du Parti populaire essentiellement au sens politique; c'est en ce sens qu'ils se situent à droite.

Si l'on en croit le centre STEM, les attitudes des électeurs potentiels du Mouvement civique se situaient légèrement plus à droite que les attitudes des électeurs potentiels du Parti populaire (mais comment les chercheurs du STEM expliquent-ils donc l'isolement relatif du Mouvement civique? Ou encore le fait que le Parti civique démocratique de V. Klaus se sente plus proche du Forum démocratique en Hongrie que de l'Alliance des démocrates libres, dont l'attitude plus franche à l'égard de la réforme économique devrait selon ce critère lui être plus sympathique?). Il me semble qu'on identifie dans les Pays Tchèques depuis 1990 la droite avec le libéralisme, ce qui empêche de saisir la complexité des relations réelles entre les partis politiques. Selon le STEM,

²⁵ Cf. Lidové noviny, 29 mai 1992, p.9.

les électeurs de l'Union libérale et sociale se situeraient sur le continuum au centre-gauche, ceux de l'Alliance civique démocratique au centre-droit, alors que les sympathisants du Parti civique démocratique seraient les seuls à se trouver clairement à droite.

QUELQUES MOTS DE CONCLUSION PROVISOIRES

Quoi qu'il en soit, le poids de la réforme économique dans la recomposition des forces politiques dans les Pays Tchèques et en Slovaquie n'est plus à démontrer. C'est surtout l'attitude positive à l'égard de la transformation économique radicale qui a influencé le vote en faveur de V. Klaus. En Slovaquie, la peur des conséquences sociales négatives de cette même transformation économique radicale explique le soutien populaire au mouvement de V. Meciar. Il faut toutefois noter que cette peur a puissamment contribué à augmenter la portée du clivage centre/périphérie qui est devenu, suivant le mécanisme de cohésion sociale expliqué plus haut, le clivage fondamental en Slovaquie. Pour ce qui est des Pays Tchèques, il ne faut pas sous-estimer l'attitude de la population à l'égard de l'ancien régime communiste (le fameux problème de la «décommunisation»). Même si, aux yeux du public, celle-ci ne constitue plus le problème prioritaire, elle joue un rôle non négligeable dans les rapports entre les partis politiques tchèques. Pourquoi le Mouvement civique a-t-il beaucoup de peine à trouver des partenaires chez les partis qui, sur le papier, lui étaient relativement proches si l'on prend en considération la position à l'égard de la réforme économique? Parce que l'Alliance civique démocratique, le Parti populaire et le Parti civique démocratique se séparent du Mouvement civique précisément sur cette question (l'attitude du Mouvement civique leur paraît trop douce ²⁶). La politique aurait-elle alors le dernier mot?

²⁶ J. Rupnik l'a bien compris, lui qui constate fort justement que «la décommunisation (est) le point de dissension principal entre le Parti civique démocratique de V. Klaus et le Mouvement civique de J. Dienstbier» (cf. J. Rupnik, «Recréer la démocratie, recréer le marché», in: *Cahiers du CEFRES*, (1), juin 1992: p. 46).